

Pamph
HModi
L

League of Nations. Secretary-General.

Document de
l'Assemblée

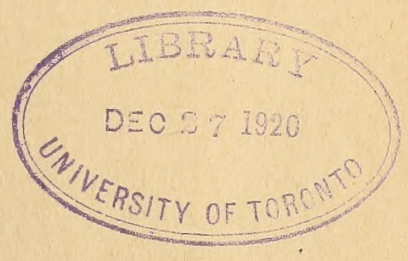
20/48/17.
71

3 1761 09621315 2

(Société des Nations)

(DEMANDE D'ADMISSION DE L'ALBANIE DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS)

(MÉ MORANDUM PRÉSENTÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL)



League of Nations

APPLICATION BY ALBANIA FOR ADMISSION TO THE LEAGUE OF NATIONS

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL

DEMANDE D'ADMISSION DE L'ALBANIE
DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Mémoire présenté par le Secrétaire Général.

I. Le 12 octobre 1920, M. Pandeli G. Evanghel, agissant au nom du Président de la Délégation albanaise à la Conférence de la Paix, a remis au Secrétaire Général de la Société des Nations une demande officielle d'admission dans la Société (Annexe I). Des exemplaires de cette pièce ont été envoyés aux Membres de la Société. Le Secrétaire Général, par sa réponse en date du 20 octobre 1920 s'est engagé à soumettre la demande à l'Assemblée de la Société, conformément à l'article I du Pacte; il a demandé que l'on mette à sa disposition, pour être soumis à l'Assemblée, des exemplaires certifiés conformes de toutes pièces établissant le statut international de l'Albanie, en tant qu'Etat indépendant; il a demandé, en outre, des renseignements au sujet des forces navales et militaires de ce pays. Par dépêche en date du 8 novembre 1920 (Annexe 2), le Gouvernement albanais a répondu que les actes, qui établissaient l'indépendance de l'Albanie, étaient d'une part l'acte de Constitution de l'Etat albanais par la Conférence des Ambassadeurs de Londres, en 1913, d'autre part le Protocole de Florence, de 1914, signés et rendus publics par les 6 Grandes Puissances; que ces conventions n'avaient jamais été dénoncées par les Puissances susdites et qu'en 1914 ces mêmes Puissances, ainsi que la Roumanie, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie avaient reconnu l'Etat albanais en accréditant des Représentants diplomatiques auprès de son Gouvernement à Durazzo. Suivaient des renseignements relatifs aux forces armées présentes et futures du pays. Une pièce reproduisant les articles II et III du Traité de Londres entre la Turquie et les Alliés balkaniques, signé le 30 mai 1913, pour l'exécution duquel fut constituée la Conférence d'Ambassadeurs ci-dessus mentionnée, ainsi que les décisions de la Conférence en l'espèce, a été présentée au Secrétaire Général, le 12 novembre 1920, par la Délégation albanaise à la Société des Nations. Ces pièces sont jointes au présent mémoire (Annexe 3).

II. Les conditions d'admission à la Société des Nations, qui ne sont pas mentionnées dans l'annexe au Pacte, sont contenues dans l'article I du Pacte, dont teneur suit :

« Tout Etat, dominion ou colonie, qui se gouverne librement, et qui n'est pas désigné dans l'annexe, peut devenir Membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'il accepte le règlement établi par la Société, en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens. »

III. Les raisons pour lesquelles l'Albanie prétend avoir satisfait à ces conditions ressortent des pièces mentionnées dans le paragraphe I, ci-dessus, et reproduites dans les annexes. Elles peuvent être brièvement résumées ainsi qu'il suit : La Turquie a renoncé, par le traité de Londres, à sa souveraineté sur l'Albanie. En vertu d'une décision de la Conférence des Ambassadeurs de Londres et des actes subséquents des Puissances, l'Albanie fut constituée en Etat pleinement indépendant : elle n'a pas été privée, depuis lors, de ce statut. Des détails concernant ses forces armées ont été soumis à la Société des Nations. On peut supposer, en outre, que la Délégation qui est maintenant présente à Genève, au nom du Gouvernement Albanais, a reçu tous pouvoirs pour donner des assurances officielles concernant l'observation par l'Albanie de ses obligations internationales et l'exécution par elle de tels règlements que la Société des Nations pourrait établir au sujet des forces militaires et des armements albanais.

IV. En examinant si l'Albanie satisfait à la condition primordiale de l'article I, à savoir d'être déjà un Etat pleinement indépendant, et si elle est en situation de donner les garanties exigées par cet article, il se peut que l'Assemblée veuille tenir compte, non seulement des actes officiels des Puissances en 1913 et 1914, mais des résultats qui ont suivi, en fait, ces actes, tenir compte aussi des appréciations portées pendant la guerre et depuis la guerre sur le statut international de l'Albanie et considérer enfin la condition présente de ce pays. On a émis l'opinion que la constitution de l'Albanie en communauté politique, organisée à l'état

APPLICATION BY ALBANIA FOR ADMISSION TO
THE LEAGUE OF NATIONS.*Memorandum by the Secretary-General.*

I. On the 12th October, 1920, M. Pandeli J. Evanghel on behalf of the President of the Albanian Delegation at the Peace Conference addressed to the Secretary-General of the League of Nations a formal request for the admission of Albania to the League of Nations. (Annex I.) Copies of this document were sent to Members of the League. The Secretary-General in his reply dated 20th October, 1920, undertook to submit the application to the Assembly of the League, in accordance with Article I of the Covenant, and requested to be supplied for submission to the Assembly with authentic copies of any documents establishing the international status of Albania as a self-governing State and with information as to the military and naval forces of the country. By a telegram dated 8th November, 1920 (Annex 2) the Albanian Government replied that the documents by which Albania had been declared independent were the constitution of the Albanian State by the Ambassadorial Conference of London of 1913 and the Protocol of Florence of 1914, signed and published by the six Great Powers, who had never denounced these agreements, and that in 1914 those Powers and Roumania, Serbia, Greece and Bulgaria recognised the Albanian State by accrediting diplomatic representatives to its Government at Durazzo. Information was also given as to the present and future armed forces of the country. A document setting out Articles II and III of the Treaty of London between Turkey and the Balkan Allies, signed 30th May, 1913, in execution of which the above-mentioned Ambassadorial Conference was constituted, and the relevant decisions of that Conference, was presented to the Secretary-General on 12th November, 1920, by the Albanian Delegation to the League of Nations and is attached to this document as Annex 3.

II. The conditions governing the admission to the League of Nations of States not mentioned in the Annex to the Covenant are contained in Article I of the Covenant, which is in the following terms :

“Any fully self-governing State, Dominion or Colony not named in the Annex may become a Member of the League if its admission is agreed to by two-thirds of the Assembly, provided that it shall give effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations, and shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments.”

III. The grounds upon which Albania claims to satisfy these conditions appear from the documents referred to in para. I above and set out in the Annexes hereto. They may be briefly summarised in the following propositions. By the Treaty of London Turkey surrendered her sovereignty over the country. By the decision of the Ambassadorial Conference of London and the subsequent acts of the Powers Albania was constituted a fully self-governing State, and of this status she has not been deprived. Particulars of the armed forces of the country have been reported to the League. It is further to be presumed that the delegation now attending at Geneva on behalf of the Albanian Government is empowered to give formal assurances as to the observance of Albania's international obligations and the acceptance by her of such regulations as the League may prescribe with regard to her armed forces and armaments.

IV. In considering whether Albania satisfies the primary condition of Art. I. viz., that of being already a fully self-governing State, and whether she is in a position to give the guarantees required by that Article, the Assembly may perhaps wish to have regard, not only to the formal acts of the Powers in 1913 and 1914, but to the results which in fact followed from these acts, the view which has been taken during and since the war as to the international status of Albania, and the present condition of the country. The view has been held that the establishment of Albania as an organised self-governing political community was interrupted by the outbreak of the war, in the course of which the country suffered from serious internal dis-

indépendant, a été suspendue par l'ouverture des hostilités, au cours desquelles le pays a souffert de troubles intérieurs sérieux et a été soumis à une invasion étrangère, et que, depuis la guerre, la position de l'Albanie donne lieu à des doutes par suite des difficultés qui se sont élevées dans le règlement général de la question de l'Adriatique.

L'Assemblée peut estimer que la tentative des Puissances d'établir un État albanais en 1913-1914 a été rendue vaine par le cours des événements et la reconnaissance accordée à un État de ce genre l'était seulement à la condition qu'il parvint à se constituer avec succès. Cette reconnaissance, par conséquent, ne serait pas probante pour définir le statut international présent de l'Albanie. Sous ce rapport il peut être intéressant de remarquer que dans la Convention du 26 avril 1915, entre la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie, appelée d'ordinaire Traité de Londres, les revendications nationales de l'Albanie ne sont pas rejetées, mais que le statut international de ce pays est considéré comme devant être défini à la fin de la guerre. Les termes suivants sont employés (Art. VII) : « dans le cas où un petit État autonome et neutralisé serait formé en Albanie... ». La question essentielle qu'il incombe à l'Assemblée de décider semblerait donc être de savoir si en 1913-1914 l'Albanie a acquis en fait l'organisation politique et le caractère d'un État, d'une façon à tel point définitive qu'elle ne puisse être considérée comme ayant perdu ce caractère, en raison des événements qui se sont déroulés depuis lors, ou si, par contre, le statut international du pays est à présent discutable. La première opinion serait-elle adoptée qu'il resterait à examiner également si l'Albanie est en position de donner les garanties exigées par l'article I du Pacte.

turbances and from foreign invasion, and that since the war the position of Albania has been rendered doubtful by the difficulties which have arisen in the settlement of the general Adriatic question. The Assembly may be of the opinion that the attempt of the Powers to establish an Albanian State in 1913-14 was defeated by the course of events, and that the recognition accorded such State was conditional upon its successful establishment and is not conclusive as to the present international status of Albania. In this connection it may be of interest to note that in the agreement made on 26th April 1915, between France, Great Britain, Russia and Italy, commonly called the "Treaty of London", the national claims of Albania are not denied, but the international status of the country is regarded as a matter to be determined after the conclusion of the war, and the following words are used (Article VII): "In the event of a small autonomous and neutralised State being formed in Albania". The main question which falls to be decided by the Assembly would seem, therefore, to be whether in 1913-14 Albania in fact acquired the political organisation and the character of a State in so definitive a manner that she cannot be considered to have lost such character by reason of the events which have since occurred, or whether, on the contrary, the international status of the country is at present doubtful. Should the former view be taken, it remains to be considered whether Albania is also actually in a position to give the guarantees required by Article I of the Covenant.

ANNEXE I.

DÉLÉGATION ALBANAISE
A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX.

Hôtel Campbell,
Avenue Friedland,
Paris, le 12 octobre 1920.

Monsieur le Secrétaire Général,

Le Gouvernement d'Albanie, interprète fidèle des sentiments de tout le peuple albanais, désirant vivement consolider la paix dans les Balkans, demande à être admis à la Société des Nations et prendre part à la grande Assemblée qui se réunira à Genève le 15 novembre prochain.

J'ose espérer que vous voudrez bien donner une suite favorable à cette demande et dans cette pensée je saisis avec le plus vif empressement l'occasion de vous offrir, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma plus haute considération.

Pour le Président de la Délégation Albanaise
à la Conférence de la Paix,
(Signé) PANDELI J. EVANGHEL.

SIR ERIC DRUMMOND,
Secrétaire Général de la Société des Nations,
Sunderland House,
Curzon Street,
Londres.

ANNEX I

ALBANIAN DELEGATION TO
THE PEACE CONFERENCE.

Hôtel Campbell,
Av. Friedland,
Paris, *12th October 1920.*

Mr. Secretary-General,

The Government of Albania, faithfully interpreting the sentiments of the whole Albanian people, and keenly desirous of consolidating the reign of peace in the Balkans, applies to be admitted to the League of Nations and to take part in the great Assembly which will meet at Geneva on the 15th of November next.

I venture to hope that you will be so good as to accede to this request and in this expectation I take the opportunity, Mr. Secretary-General, of offering you the assurance of my highest esteem.

For the President of the Albanian Delegation
to the Peace Conference :
PANDELI J. EVANGHEL.

Sir ERIC DRUMMOND,
Secretary-General of the League of Nations,
Sunderland House,
Curzon Street,
London.

ANNEXE II.

DÉPÊCHE ADRESSÉE A SIR ERIC DRUMMOND, EN DATE DU 8 NOVEMBRE 1920.

En réponse à votre lettre et à votre télégramme du 20 octobre dernier, qui m'ont été transmis par mon collègue de Paris, et qui, en raison des difficultés de communication, m'ont touché seulement il y a quelques jours, en Albanie, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence les renseignements demandés.

Les forces militaires se composent de huit bataillons de gendarmerie de 400 hommes chacun; de 3 régiments d'infanterie de milice, à l'effectif de 400 hommes, et de 3 régiments de milice de 2,000 hommes. Tous sont en voie de formation. En outre, 1 bataillon de génie, à l'effectif de 600 hommes, pour la construction des routes. Soit au total : 9,800 hommes. A l'avenir, le système suisse de service militaire sera adopté dans la mesure où cela sera praticable, mais, dans tous les cas, l'armée permanente ne dépassera pas 15,000 hommes. L'Albanie ne possède pas de forces navales ou aériennes, à l'heure présente. A l'avenir, si l'état des finances le permet, nous acquerrons 6 canonnières garde-côtes, pour supprimer la contrebande, et 6 avions, pour le service postal. La marine marchande se compose, en ce moment, de 47 bateaux à voiles, dont 9 avec moteur, et de 5 bateaux à vapeur. Tonnage total : 11,000 tonnes. Les actes par lesquels l'Albanie a été déclarée indépendante et par lesquels ses frontières ont été délimitées sont la constitution de l'Etat albanais, œuvre de la Conférence des Ambassadeurs à Londres, en 1913, et le Protocole de Florence, en 1914, signé et rendu public par les 6 grandes Puissances; aucun des signataires n'a jamais dénoncé ces conventions. Des exemplaires des actes en question seront transmis à Votre Excellence, par la Délégation spéciale, dont l'Evêque Noli est le Président, Délégation maintenant en route pour Genève. Reconnue (*sic*) en 1914 par les six grandes Puissances, aussi bien que par la Roumanie, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie. Tous ces Etats ont dûment accrédité des Représentants diplomatiques à Durazzo. Le Gouvernement actuel administre le territoire assigné à l'Etat albanais par les Conférences de Londres et de Florence, sauf les parties Nord et Nord-Est qui sont soumises à l'occupation arbitraire des Yougo-Slaves et la partie Sud-Est du district de Koritza, qui est détenue par la Grèce. Je saisis cette occasion d'exprimer à Votre Excellence ma profonde gratitude pour la bienveillance et l'intérêt qu'elle a accordés à la demande d'admission de l'Albanie dans la Société des Nations et j'espère qu'elle voudra bien user de son influence pour accorder à notre pays une place parmi les nations civilisées du monde.

(Signé) MEHMED LONITZA.

Ministre des Affaires Etrangères et Président
de la Délégation Albanaise à la Conférence de la Paix,
Hôtel de Russie.

8 novembre 1920.

ANNEX II.

TELEGRAM TO SIR ERIC DRUMMOND, DATED NOVEMBER 8th 1920.

In answer to your letter and telegram of October twentieth last, which have been transmitted to me by my colleague of Paris and which owing to difficulties of communication reached me only a few days ago in Albania, I have the honour to submit to Your Excellency information requested: military forces consist of eight Battalions of Gendarmerie of four hundred each and three Infantry Regiments of Militia of four hundred each and three Infantry Regiments of Militia two thousand each in way of formation and one Engineer Battalion of six hundred for the construction of roads, total nine thousand and eight hundred men. In future the Swiss system of military service will be adopted so far as practicable, but in any case standing army will not exceed fifteen thousand. Albania does not possess any naval or aerial forces at present. In future, finances permitting, we shall acquire six Garde côte Gunboats to suppress smuggling and six aircraft for postal service. Merchant marine consists at present of forty-seven sail boats of which nine with motor and five steamships, total tonnage eleven thousand. Documents by which Albania has been declared independent and her frontiers delimited are Constitution of Albanian State by Ambassadorial Conference of London of nineteen thirteen and Protocol of Florence of nineteen fourteen, signed and published by six Great Powers none of which signatories has ever denounced. Copies of said documents will be handed to Your Excellency by special Delegation presided by Bishop Noli now en route for Geneva, recognised (*sic*) in nineteen fourteen by six Great Powers as well as by Roumania, Serbia, Greece and Bulgaria, all of which sent duly accredited diplomatic Representatives at Durazzo. Present Government rules over territory assigned to Albanian State by London and Florence Conference except parts North and North-East which are under arbitrary Yugo-Slav occupation and part South-East in district of Koritz, which is retained by Greece. I avail myself of this opportunity to express to Your Excellency my deep gratitude for your benevolence and interest regarding admission of Albania into League of Nations and hope that you will use your influence to give our country a place among civilised nations of world.

(Signed) MEHMED LONITZA,
Minister of Foreign Affairs and President
of Albanian Delegation of Peace Conference,
Hotel de Russie.

November 8th, 1920.

ANNEXE III.

DOCUMENT PRÉSENTÉ PAR LA DÉLÉGATION ALBANAISE A LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

EXTRAIT DU TRAITÉ DE PAIX ENTRE LA TURQUIE ET LES ALLIÉS BALKANIQUES
SIGNÉ A LONDRES, LE 30 MAI 1913.

Art. 1. — Omis.

Art. 2. — Sa Majesté l'Empereur des Ottomans cède à Leurs Majestés les Souverains alliés tous les territoires de son empire sur le continent européen à l'ouest d'une ligne tirée d'Enos à Midia sur la Mer Noire, à l'exception de l'Albanie.

Le tracé exact de la frontière d'Enos à Midia sera déterminé par une Commission.

Art. 3. — Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et Leurs Majestés les Souverains alliés déclarent remettre à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, à M. le Président de la République Française, à Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, à Sa Majesté le Roi d'Italie et à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies le soin de régler la délimitation des frontières de l'Albanie et toutes autres questions concernant l'Albanie.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS DES GRANDES PUISSANCES A LONDRES.

(17 décembre 1912 - 15 juillet 1913.)

54^e Réunion : 15 Juillet 1913.

L'Albanie est constituée en principauté souveraine autonome et héréditaire par ordre de primogéniture sous la garantie des six Puissances.

Tout lien de souveraineté entre la Turquie et l'Albanie est exclu.

L'Albanie est neutralisée ; sa neutralité est garantie par les six Puissances.

Le contrôle de l'administration civile et des finances de l'Albanie est confié à une Commission Internationale composée des délégués des six Puissances et d'un délégué de l'Albanie. Les pouvoirs de cette Commission dureront cinq ans et pourront être renouvelés en cas de besoin.

Cette Commission sera chargée d'élaborer un projet d'organisation détaillé de toutes les branches de l'administration de l'Albanie. Elle présentera aux Puissances, dans un délai de six mois, un rapport sur le résultat de ses travaux ainsi que ses conclusions au sujet de l'organisation administrative et financière du pays et de l'organisation du contrôle des Puissances pour la durée du mandat de la Commission.

En attendant la désignation du Prince, le fonctionnement des autorités nationales qui administrent leur pays provisoirement et de fait, sera contrôlé par la Commission Internationale susmentionnée.

Le projet d'organisation a été élaboré par la Commission Internationale et il porte la date : Valona, le 10 avril 1914.

Il est signé par les représentants des six Grandes Puissances et de l'Albanie, à savoir :

MEHDI BEY, WINCKEL, KRAL, KRAJEWSKI,
LAMB, LEONI, PETRAIEFF.

ANNEX III.

DOCUMENT PRESENTED BY THE ALBANIAN DELEGATION TO THE LEAGUE OF NATIONS.

EXTRACT FROM THE TREATY OF PEACE BETWEEN TURKEY AND THE BALKAN ALLIES
SIGNED AT LONDON THE 30th MAY 1913.

Article I. — Omitted.

Article II. — His Majesty the Ottoman Emperor cedes to Their Majesties the Allied Sovereigns all the territories of his Empire upon the continent of Europe west of a line drawn from Enos to Midia upon the Black Sea, with the exception of Albania.

The exact course of the frontier from Enos to Midia shall be determined by a commission.

Article III. — His Majesty the Ottoman Emperor and Their Majesties the Allied Sovereigns declare that they remit to His Majesty the German Emperor, His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc. and Apostolic King of Hungary, the President of the French Republic, His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of the British Territories beyond the Seas, Emperor of India, His Majesty the King of Italy and His Majesty the Emperor of all the Russias, the task of regulating the delimitation of the frontiers of Albania and all other questions affecting Albania.

CONFERENCE OF THE AMBASSADORS OF THE GREAT POWERS AT LONDON.

(17th December, 1912, to 15th July, 1913)

Fifty-fourth Meeting; 15th July, 1913.

Albania is constituted an autonomous sovereign Principality with hereditary succession by the rule of primogeniture under the guarantee of the six Powers.

Every bond of sovereignty between Turkey and Albania is excluded.

Albania is neutralised ; her neutrality is guaranteed by the six Powers.

The control of the civil administration and of the finances of Albania is entrusted to an International Commission composed of delegates of the six Powers and one delegate of Albania. The powers of this Commission shall continue for five years and may be renewed in case of necessity.

This Commission shall have the duty of framing a detailed scheme of organisation for all the branches of the administration of Albania. It shall present to the Powers within six months a report upon the results of its work and upon its conclusions in regard to the administrative and financial organisation of the country and the organisation of the control by the Powers during the period of the mandate of the Commission.

Pending the designation of the Prince, the action of the national authorities administering their country provisionally and *de facto* shall be controlled by the International Commission above mentioned.

The scheme of organisation was drawn up by the International Commission and is dated Valona, the 10th April, 1914.

It bears the signatures of the representatives of the six Great Powers and of Albania, to wit :

MEHDI BEY, WINCKEL, KRAL, KRAJEWSKI,
LAMB, LEONI, PETRAIEFF.

DISPOSITIONS CONTENUES DANS LE STATUT ORGANIQUE DE L'ALBANIE
ÉLABORÉ PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE.

Chapitre I.

1. L'Albanie est constituée en principauté constitutionnelle souveraine et héréditaire sous la garantie des six Grandes Puissances.

2. L'Albanie est indivisible, son territoire est inaliénable. Les frontières de la Principauté sont celles déterminées par les six Grandes Puissances. Ces frontières ne peuvent être changées ou rectifiées qu'en vertu d'une loi et avec l'approbation préalable des six Grandes Puissances.

Chapitre II. — Le Souverain.

7. Le trône de la Principauté albanaise est héréditaire dans la famille du Prince Guillaume de Wied.

La succession est réglée selon les principes de la primogéniture en ligne mâle.

8. Le Prince prêterait serment par devant l'Assemblée Nationale d'observer strictement les lois fondamentales de l'Etat.

PROVISIONS CONTAINED IN THE CONSTITUTION OF ALBANIA
DRAWN UP BY THE INTERNATIONAL COMMISSION.

Chapter I.

I. Albania is established as a constitutional sovereign hereditary Principality under the guarantee of the six Great Powers.

II. Albania is indivisible, her territory is inalienable. The frontiers of the Principality shall be those determined by the six Great Powers. These frontiers may not be changed or rectified except by means of a law and with the previous approval of the six Great Powers.

Chapter II. — The Sovereign.

7. The throne of the Principality of Albania shall be hereditary in the family of Prince William of Wied.

The succession shall be regulated in accordance with the principles of primogeniture in the male line.

8. The Prince shall take an oath before the National Assembly that he will strictly observe the fundamental laws of the State.

